

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article1057>

Bruxelles soutient la politique industrielle à la française

- Intelligence économique -



Date de mise en ligne : mardi 15 novembre 2005

Spyworld Actu

Günter Verheugen, le commissaire européen à l'Industrie, explique le programme d'action de Bruxelles pour encourager l'innovation.

LE FIGARO. - Vous venez d'annoncer des mesures en faveur des PME. Peuvent-elles devenir les champions de demain en inventant les produits du futur ?

Günter VERHEUGEN. - Bien entendu. J'ai personnellement défendu ce programme pour encourager les 23 millions de petites et moyennes entreprises européennes qui emploient moins de 250 salariés.

Nous devons également définir les secteurs qui permettent d'attaquer de nouveaux marchés. Prenons l'exemple du système MP3. Il a été inventé dans un laboratoire public allemand. Mais son concepteur n'a pas réussi à trouver une société européenne pour le commercialiser. Il a essayé pendant 10 ans. C'est l'américain Apple qui réalise des milliards de dollars de chiffre d'affaires grâce à MP3.

Soutenez-vous l'initiative française d'ouvrir à d'autres pays européens l'agence de l'innovation industrielle ?

La France et l'Europe ont la même approche industrielle. Même dans le cadre limité du budget européen, nous devons améliorer notre capacité à innover et encourager notre industrie dans tous les domaines. Y compris le design.

Nous avons avancé des propositions, proposé de concentrer les aides d'État consacrées à l'innovation et certains fonds sur des régions avec un fort potentiel de croissance. L'Europe a également décidé de favoriser les efforts mettant en commun les initiatives publiques et privées.

Mais comment expliquez-vous les différends entre la Commission et la France après les déclarations du premier ministre français sur le patriotisme économique ?

Je n'ai pas bien compris ces différends. Nous avons un marché unique qui bénéficie à tous les pays. Nous devons encore supprimer les nombreux obstacles pour favoriser l'emploi et la liberté de circulation. La France est l'un des grands bénéficiaires de la politique européenne. Si un Etat mettait en place des obstacles qui freinent la liberté de circulation des capitaux, la Commission étudierait cette décision. Mais je ne crois pas qu'un tel cas pourrait se produire.

Est-il encore possible d'atteindre les objectifs fixés en mars 2000 à Lisbonne : que l'Europe devienne la première économie du savoir en 2010 ?

Je n'ai jamais cru à cet objectif. Mais je serais très heureux si toutes les mesures prises en faveur de l'innovation, notamment consacrer 3% du PIB à la recherche, permettent de renverser la tendance. C'est mon but. Car pour le moment, la vérité est amère. Le fossé s'élargit en matière de productivité et d'emploi avec les Etats-Unis.

L'Europe a-t-elle besoin de champions industriels ?

Quand j'ai pris mes responsabilités il y a un an, la thèse alors défendue était que nous étions entrés dans une ère post-industrielle. J'ai rompu avec cette approche. J'ai présenté une nouvelle stratégie pour une politique industrielle européenne. Nous devons réinventer notre industrie car nous avons besoin d'entreprises fortes pour assurer notre avenir et notre indépendance. Nous devons pour cela créer les conditions qui permettent leur développement. Nous devons concentrer nos forces pour être encore plus compétitifs. Cela passe par plus de recherche, d'innovation et d'enseignement. Car les pays en voie de développement seront de plus en plus des concurrents dans les secteurs les plus sophistiqués.